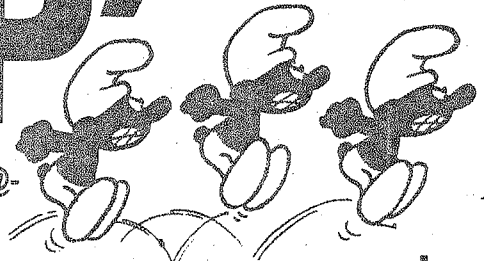


# T'OKUP!

www.squat.net/espaceautogere

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-antifa-féministe-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)



relov el eb niozed asq emém ,jutsip tas li emmoC n° 16 (avril 2001)

la vitamine noire  
Pour empêcher les riches de se croire immortels

**Présentation** > Ni secte, ni parti, agrégation sporadique ou régulière de groupes ou d'individuEs, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde. c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne.

## Asile

### Arrêtons la mascarade des renvois forcés des KosovarEs, de la politique des charters et de la fabrication de sans-papiers.

La politique des renvois forcés des KosovarEs se poursuit et prend de l'ampleur. Après avoir résisté avec succès depuis juin 2000, le mouvement "En 4 ans on prend racine" est l'objet d'un durcissement de la part des autorités exécutives vaudoises. Le Conseil d'Etat reste sourd à ces demandes légitimes d'obtenir des permis humanitaires, demandes soutenues par deux pétitions de plusieurs milliers de signatures et appuyées par une résolution du Grand Conseil le 27 février 2001. L'administration et le Conseil d'Etat (et plus particulièrement le libéral Claude Ruey en charge du dossier) renvoient la responsabilité sur Berne qui renvoie la responsabilité sur la partie raciste de la population qu'il faudrait soi-disant ménager. On tourne en rond, on se renvoie la balle et pendant ce temps les charters se remplissent pour la Kosovë, les arrestations se multiplient, même sur les lieux de travail et à domicile aux petites heures du matin.

Ainsi, après avoir été arrêtée sur son lieu de travail, la famille Zhitia est malheureusement la première du mouvement à être renvoyée de force par avion le samedi 17 mars, car M. Ruey n'a pas prononcé de libération immédiate. Mme Ismailli a failli être la suivante. Après une arrestation musclée et un séjour en prison dans des conditions de détention indignes, elle est à nouveau libre,

son recours ayant abouti. Emrush Akaj doit lui se cacher pour l'instant, comme un criminel, après avoir échappé à une arrestation mercredi passé. Il ne veut pas pour autant devenir un sans-papiers. Il veut garder son travail au kiosque de la gare et ne pas devoir accepter un travail au noir mal payé et vivre dans l'insécurité.

Ces décisions sont le fruit d'un acharnement aveugle et borné à suivre une politique qui se résume à emprisonner et renvoyer des hommes et des femmes dont le seul délit est de vouloir continuer à vivre dans un pays où ils-elles se sont intégrés et de ne pas vouloir retourner tout se suite dans un pays encore en ruine avec plus de 90% de chômage.

Ces renvois forcés sont injustes et insultants pour des gens que l'on a utilisés pendant des années et que l'on renvoie comme des mal-propres, indignes d'un pays qui dit vouloir ne pas répéter les erreurs de la 2ème guerre mondiale, absurdes lorsque l'on sait que la Suisse manque de main d'oeuvre et veut aller la chercher ... en ex-Yougoslavie. Bref, il est temps que cesse cette mascarade et qu'une solution collective juste et digne permette à toutes les personnes du mouvement "En 4 ans on prend racine" de pouvoir construire leur vie ici sereinement ou, pour celles et ceux qui le veulent, retourner en Kosovë lorsque la

situation aura évolué de manière positive.

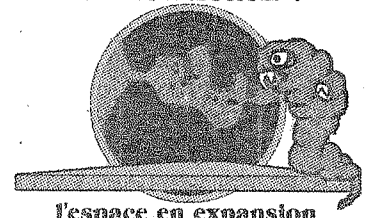
Il n'y a pas de honte à être un "mauvais élève" et ne pas remplir les quotas arbitraires demandés par la conseillère fédérale Ruth Metzler. Ce serait au contraire un exemple de courage de la part de M. Ruey et du Conseil d'Etat que de s'opposer à un choix politique aussi absurde, scandaleux et inhumain.

Appel du mouvement "En 4 ans on prend racine" pour les manifestations du 4 et 18 avril à 17h devant la gare de Lausanne

#### Il n'est jamais trottoir pour la déroute.

S'il considère qu'il n'y a pas que la pub qui embellisse la ville.  
S'il considère qu'il n'y a pas que les voitures qui habitent la ville.  
S'il considère qu'il n'y a pas que le beige, le saumon et le gris comme couleurs.  
S'il considère qu'une maison mérite son habit.  
S'il considère qu'un trottoir ne mérite pas sa voiture.  
S'il considère qu'Olivier Français (municipal des travaux) est une morne panosse.  
S'il sidère les conNEs.  
S'il considère qu'il y bien des endroits où la peinture ne s'efface pas comme la liberté d'expression.  
C'est le ver qui ne regarde pas au ciel pascal son salut mais creuse du nez les asperités du vivant.  
Cassons les oeufs des isophiles isotrophiés.  
Chaque chose à sa place, et chaque place est en cause.  
Envie sans foi ni loi.

as-tu déjà fait l'intra-terrestre sur ton trottoir ?



l'espace en expansion

14 avril, espace autogéré  
réappropriation durable du trottoir  
Sus aux places de parc !

Au vu de ce qui précède, les meetings symboliques comme ceux qui ont eu lieu devant la gare de Lausanne restent un moyen important pour poursuivre le travail de sensibilisation envers la population ; rien ne vaut mieux qu'une prise de contact direct avec les intéressés. Des piquets de solidarité auront lieu tous les mercredis à la Palud de 17h30 à 18h30, dès le 11 avril. Il est aussi question de poursuivre cette lutte par la création d'un refuge afin de protéger les personnes qui parmi elles sont les plus menacées de renvoi, voire déjà clandestinisées, et, en même temps créer un rapport de force favorable à leur régularisation.

Sur un niveau plus large et général, tout en sachant que chaque situation est une situation particulière, avec ses spécificités individuelles, historiques, régionales, etc., il est important de s'interroger sur un certain nombre d'éléments.

Comment pourrait-on aller vers des procédés de régularisation pour touTEs les sans papiers? Ce n'est en fait pas une stratégie viable sur le long terme que celle de se calquer sur les critères et les cadences des administrations...

Comment aller vers une plus grande autodétermination de ces mouvements, que ça devienne LEUR lutte? A quand le premier tract qui parle à la première personne plurielle?

... à suivre avec intérêt...

# ANTI-RÉPRESSION

**Manif du 17 mars.** La manifestation du samedi 17 mars contre la répression policière, judiciaire et administrative appelée par le GAR et le mouvement pour le droit à l'expérimentation sociale a vu la participation d'environ 300 personnes, malgré la pluie. De mon côté je ne peux que regretter l'absence de soutien politique large et le manque d'une véritable réflexion collective sur la répression et la judiciarisation des conflits sociaux, qui s'étend telle une marée noire, et sur comment y faire face. Je souhaiterais donc que l'échéance du prochain premier mai soit aussi l'occasion d'avoir un débat assez large sur ce thème, dans le respect des diversités et des stratégies réciproques mais qui puisse souder la solidarité des personnes qui luttent au quotidien, car notre dispersion ne profite qu'aux ennemiEs. EnnemiEs qui par ailleurs affirment nous rêver penduEs ou fusilléEs (voir *La Nation*, journal de la Ligue Vaudoise). MBD



**Presses centrales.** Le dimanche 18 mars, au lendemain de la manifestation contre la répression, une coordination syndicale organisée autour de Comédia se retrouvait à un piquet de sensibilisation des travailleuses et des travailleurs des Presses centrales (Agefi, Journal Comunal...) pour la signature de la convention collective de la branche. La volonté était de faire pression sur la direction en bloquant l'entrée au travail. Cette première tentative se solde par une charge de police menée avec l'accord et sous le regard de M. Schilt et M. Métraux : les Pitbulls de la police lausannoise cognent tout le monde et une personne doit être hospitalisée.

Etant donné qu'il ne semblait opportun à personne de laisser tomber aussi vite, les personnes présentes forment un cordon pour empêcher la sortie du journal. Au moment venu, la police ne manque pas de réagir promptement à l'ordre de "dégager" la sortie au moyen de coups de poings et de pieds ainsi qu'en bousculant ; on a aussi pu constater avec quelle joie ils effectuent de telles tâches, mais si la police fait partie du problème, le problème ne se résume pas à ça. Enfin, d'un côté il n'y a pas de mots assez durs pour condamner des élus de "gauche" qui font trancher un conflit de travail par la police, nous espérons vivement que cela ne passe pas aux oubliettes lors des élections prochaines...

Tandis que de l'autre côté il y aura peut-être quelques syndicalistes de plus à une éventuelle future manifestation contre la répression, car aux yeux de certainEs, 48 heures avant, nous étions des "gentils autonomes un tantinet paranos". Comme quoi rien ne remplace vraiment l'expérience vécue...

Pour l'épilogue donc, la direction des Presses Centrales n'a toujours pas signé la convention collective et a porté plainte pour contrainte (?), tandis que du côté syndical il y a la volonté de faire front à la répression des conflits sociaux par la solidarité et l'union, à suivre, également.

**27 personnes** font l'objet d'une enquête suite à la street party du 3 juin 2000. Cette manifestation avait regroupé environ 300 personnes qui avaient repris le contrôle des rues et coloré la ville. Les chefs d'inculpations sont sérieux: entrave aux services généraux, émeute, violence ou menace contre les autorités, dommages à la propriété, lésions corporelles simples... Vous avez dit répression ?

# Sommet de l'OSCE : répression policière à Naples

Samedi 17 mars à Naples aurait dû avoir lieu une grande et belle manifestation contre le sommet de l'OSCE. Il y avait environ 25 000 personnes venues de toute la péninsule et le soleil rayonnait sur les manifestantEs. Mais le gouvernement (de centre gauche) et la ville de Naples (de centre gauche) avaient décidé que la manifestation serait brève mais intense. Après une petite heure de cortège et plusieurs charges de la police et de l'armée (les carabinieri sont un corps de l'armée), en réponse aux "provocateurs anarchistes" (combien d'infiltrés?) qui ont brisé quelques vitrines. A midi le cortège commet l'erreur fatale d'entrer sur Piazza Municipio. L'ambiance est calme, les collégiens chantent, fument des pétards et boivent du vin, les "mamans antismog" tractent, les syndicalistes discutent et les anarchistes et les squatters tentent de forcer le barrage de flics à la tête du cortège, pour entrer dans la zone interdite (aux manifestantEs).

L'ambiance est calme, tellement calme qu'on ne remarque même pas qu'on est en cage. Les flics et les militaires ont bouclé toute les sorties. La danse peut commencer. A midi vingt, plusieurs charges (3, 4, 5, 6?) partent au même moment de tous les côtés et les lacrymos volent de partout. Impossible de bouger de quelque côté que ce soit. L'attaque était prévue et la consigne est "pas de prisonnier" (seules deux personnes sont en cours de jugement, les cinquante autres arrêtés ont été relâchés). Les flics sont drogués de violence et massacrent tout le monde. Le bilan est de près de deux cents blessés (de nombreux autres ne sont pas allés se faire soigner à l'hôpital pour éviter d'être dénoncés). Plusieurs personnes révèlent aujourd'hui de véritables passages à tabac dans les casernes avec des flics qui obligent d'embrasser des photos de Mussolini ou de boire la pisse de la cuvette des toilettes.

Bref, le message est clair: le gouvernement italien (de centre gauche) ne veut plus que les beaux sommets qu'il organise soient contestés. C'est un avertissement pour le 20 juillet à Gênes. La deuxième question est : quelqu'un cherche le mort ? L'Etat agit de la même façon qu'à la fin des années septante : je réprime fort, tu "hausse le tir", etc... Dans la série criminalisons les mouvements sociaux, c'est du déjà vu. Au mouvement de ne pas se laisser piéger.

# ANTIFASCISME

## Procès des FTP à Marseille

Les 6 et 7 février, Yves et William sont passés en procès pour avoir lutté contre la lepénisation des esprits dans le sud-est de la France entre 1991 et 1998. A l'actif des FTP : attaques aux cocktails Molotov et à l'explosif contre le siège du Front National à Marseille, attaque à l'explosif contre le consulat d'Italie le jour de la visite de Berlusconi à Aix-en-Provence, attaque à la grenade d'un local du FN à Marseille, attaque à l'explosif contre le générateur électrique du Stadium de Vitrolles pour empêcher un concert de rock identitaire,... (que des cibles symboliques, sans victimes).

William est sorti libre du procès, compte tenu de la préventive effectuée (18 mois dont 14 avec sursis). Quant à Yves, il a été condamné à 5 ans. Il va risquer de faire appel (il pourrait être condamné encore plus lourdement).

Dans une lettre du 5 mars 2001, Yves écrit :

"Pour le pouvoir, solidarité et résistance sont des concepts propices aux célébrations d'événements passés et ne doivent pas se conjuguer au présent, sous peine d'être réprimés."

"Je n'ai jamais eu, et cela n'a jamais chargé, la vocation à devenir un héros et encore moins un martyr. Quand je lis un éditorial où l'on me place sur le même plan que Mumia ou Peltier, je dis qu'il faut arrêter cela. Leur situation est sans commune mesure avec la mienne. Ils se battent pour leur vie au cœur de la bête. Halte donc à la personnalisation."

Plus d'infos sur le procès dans *Courant Alternatif* n°108 (avril 2001, en consultation à l'Infokiosk), ou sur le contexte et les motivations des FTP dans "*Franc-tireur. Un combat antifasciste à Marseille*", Reflex, 2000 (110 p.)



### Métraux c'est trop?

Le problème, ce n'est pas le municipal "communiste" Bernard Métraux qui veut les ouvertures nocturnes des magasins, donner la bourgeoisie d'honneur au franquiste Samarange et qui envoie les flics sur ses camarades de parti et autres syndicalistes, mais cette gauche qui ne peut s'empêcher de vouloir gouverner. Et toc!

### ORP: peut faire mieux

L'Office Régional de Placement (ORP) de Lausanne, qui flique les chômeuses et chômeurs et en fait de la chair à patron bon marché, est en pleine restructuration. De six, les unités de l'office vont passer à trois. Reste donc plus qu'à supprimer les trois restantes pour avoir enfin la paix.

### Hauts salaires à la Poste, aux CFF & Co

La différence entre un grand patron de droite et un grand patron de "gauche" est que le second dit qu'il aurait préféré gagner moins.

### Oskour

Heureusement le canton du Valais ne compte pas que de gros cathos réacs : "Journal militant à parution non-périodique, Oskour est là pour divertir autant que pour militer, débattre autant que combattre, informer sans jamais désinformer, critiquer et faire réagir ! (...)" . Disponible auprès du Collectif Anonyme, C.P. 233, CH-1951 Sion (déjà 3 numéros parus). [www.oskour.fr.st](http://www.oskour.fr.st)



### Tout le monde n'est pas bienvenuE

Le 24 mars une quinzaine de personnes étaient présentes à Lully pour dénoncer l'inauguration d'un des premiers hôtels Mc Crado. Celles-ci ont distribué de la nourriture bio et végétarienne, des tracts et exposé des banderoles contre cette industrie dégoûtante pour les employéEs, les animaux, les clientEs, etc.. Cette action - fort courageuse si l'on tient compte de l'univers mental des gens qui se précipitent pour la double inauguration autoroute (cf ci-contre) & Mc Do - s'est déroulée dans le calme mais sous haute surveillance policière, cinq fourgons bourrés de robocops étaient stationnés pas loin. La police n'a néanmoins pas pu s'empêcher de procéder à des contrôles d'identité. C'est bien de savoir quels intérêts sont protégés avec de l'argent public...

Encore un peu de fièvre aphteuse et quelques vaches folles et ç'en sera fait. A moins qu'ils ne réussissent à faire exploser les ventes de VegiBeurkers !



Inauguration de l'A1. Yes la fête !

# AUTOROUTE:

## 1,5 milliards, tolérance zéro

Un rassemblement pacifique et festif a eu lieu dimanche 25 mars vers 15 heures, lors de l'inauguration de l'autoroute A1 à Yverdon, dans le but de sensibiliser la population aux méfaits du tout-voiture et du tout-pétrole. La vingtaine de participantEs à l'action " Des couleurs vs. l'autoroute " a distribué de la nourriture gratuite, des tracts, des craies pour les enfants et improvisé une partie de football dans le tunnel de béton et de bitume. Une réflexion différente sur le symbole de l'autoroute et les conséquences écologiques, sociales et culturelles qui en découlent a été ainsi proposé aux visiteurs/euses.

Malgré l'accueil positif des piétonNEs et des cyclistes et le bon déroulement de la manif, la gendarmerie cantonale, assistée de la sûreté vaudoise et du DARD, a arrêté plus de vingt personnes de manière sommaire et brutale, dans l'incompréhension générale. EmmenéEs dans le nouveau bunker de la gendarmerie, les manifestantEs - excepté 4 évasions réussies (Bravo) - ont été misES à nu, fouilléEs, fichéEs et interrogéEs. Pour certainEs, l'interrogatoire a duré plus de quarant-cinq minutes. Plusieurs agents ont refusé de décliner leurs matricules (c'est dur d'être un numéro !).

Une seule inscription au marker (" vive l'air pur ! ") justifie-t-elle le déploiement d'un dispositif aussi paranoïaque ? Que reste-t-il de la liberté d'expression avec la multiplication actuelle des cas flagrants d'abus de pouvoir des autorités policières ?

Action directe - Action discrète  
- Action spontanée -

Continuons ! Et que vive la subversion !

" Des couleurs versus l'autoroute "



### AVIRE, une "résistance" syndicale

(Association vaudoise pour l'intégration des réfugiés et des exilés)  
Comité directeur composé par des membres de la Croix-Rouge, de Caritas et de l'EPER

A la fin du mois de février, un conflit de travail éclate à l'AVIRE. Nouvelle direction. Nouveaux modèles de travail basés sur le " marketing ", production, etc. Quelques employéEs décident de ne pas accepter ce changement radical de cadre de travail et d'éthique et se mettent en grève. Reconductible.

Petit couac du départ : ces employéEs, travaillant auparavant déjà à Caritas, la Croix-Rouge ou l'EPER, après des années de travail, ont accepté un nouveau contrat de travail, qui stipulait un nouveau temps d'essai de trois mois et un délai de licenciement d'une semaine durant cette période !

Suite aux conseils de leur syndicat, ils/elles signent ce nouveau contrat en janvier ! Un employé n'accepte pas les nouvelles conditions : licencié ! Les employéEs se mettent en grève et, durant celle-ci, quatre nouveaux licenciements ont lieu. Actuellement, ils/elles attendent une audience au Tribunal des Prudhommes, afin (et seulement afin) de régler le délai de congé (une semaine ou deux mois ?).

Après dix jours de grève, les employéEs quittent leur lieu de travail, de peur de l'occuper et s'inscrivent au chômage... Une " résistance " s'est organisée : ils/elles coordonnent des piques-niques, à 12 heures, dans les locaux de leur syndicat et au Centre social régional de Lausanne... Cherchez l'erreur... Vive le syndicalisme combatif !

Que reste-t-il de cette " résistance " aujourd'hui ? Rien. Juste une manif qui avait pourtant mobilisé assez largement.

On a de la peine à imaginer Ch.-L. Rochat (conseiller d'Etat) entrer en négociation avec les grévistes et le syndicat sur leurs revendications (départ de la directrice, réengagement du personnel et application immédiate des mesures proposées par les collaborateurs de l'AVIRE au Comité de direction, oralement lors de la réunion du 15 février 2001). En effet, ce n'est pas à coup de piques-niques que l'on va stopper la mise en place de la politique de New Public Management dans le monde du social ou ailleurs.

# L'INFOKIOSK FÉMINISTE

## parle les langues des femmes

Les 2 derniers mois ont été riches de rencontres et de travaux à l'infokiosk féministe.

Nous avons produit et reproduit des textes, des objets, nous avons bricolé, collecté des livres, des zines, etc., contacté des femmes d'ici et d'ailleurs actives dans d'autres lieux de documentation féministe.

Il y a encore beaucoup de travail à faire. Mais sur ce chantier nous avons déjà vécu des expériences marquantes, comme lors de la dernière rencontre avec les Femmes kosovares isolées et les Mères bosniaques.

Cette rencontre (30 mars) s'inscrit dans une voie que nous entendons poursuivre: organiser des espaces de discussion pour laisser la parole aux groupes (féminins et féministes) militant contre des conditions spécifiques de domination.

Cette rencontre avait été pensée comme une séance d'information, pendant laquelle les femmes migrantes des deux associations auraient voulu présenter aux suissesses leurs groupes et actions respectifs.

Par manque de public, la séance s'est transformée en une discussion passionnée entre les femmes des deux associations engagées à défendre un droit de séjour.

Parlant serbo-croate et albanais, avec l'aide de traductrices, les Kosovares et les Bosniaques, qui se rencontraient pour la première fois, ont pu partager leurs différentes expériences de lutte contre la menace constante d'expulsion. L'association des Mères bosniaques, créée en 1998, a obtenu ainsi un permis pour la majorité de ses membres et sert d'exemple à l'association des femmes kosovares, plus récente. Cette dernière, réunie l'automne passé, a déjà déposé une pétition forte de plus de 5'000 signatures

devant les autorités.

Elle compte une cinquantaine de femmes "isolées", c'est-à-dire sans famille proche en Kosove. Les femmes célibataires risquent, en cas de retour, le rejet de la communauté, les mariages forcés et des agressions sexuelles. Les femmes veuves ou divorcées se verraient retirer leurs enfants, qui appartiennent traditionnellement à la famille du père. Elles sont au début de leur lutte et ont besoin de

tous les soutiens.

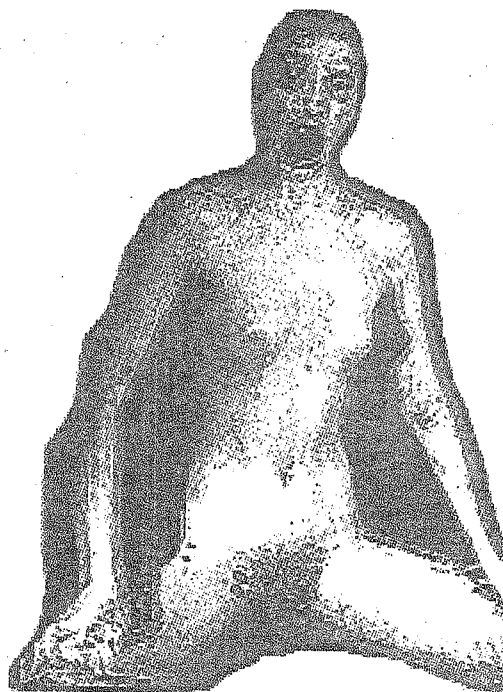
De leurs langages chargés de drames, de violences, mais aussi prêts à résister, nous avons beaucoup appris. La nécessité de lutter collectivement a notamment été mise en avant.

Reste quand même notre déception quant au manque de participation à cette soirée non-mixte. Est-ce dû au sujet, les luttes des migrantEs, qui ne suscite pas beaucoup d'intérêt? Est-ce dû à un refus de la non-mixité? Ou, simplement, au fait qu'il y a eu un grand nombre de manifestations diverses durant le mois de mars? La question reste ouverte.

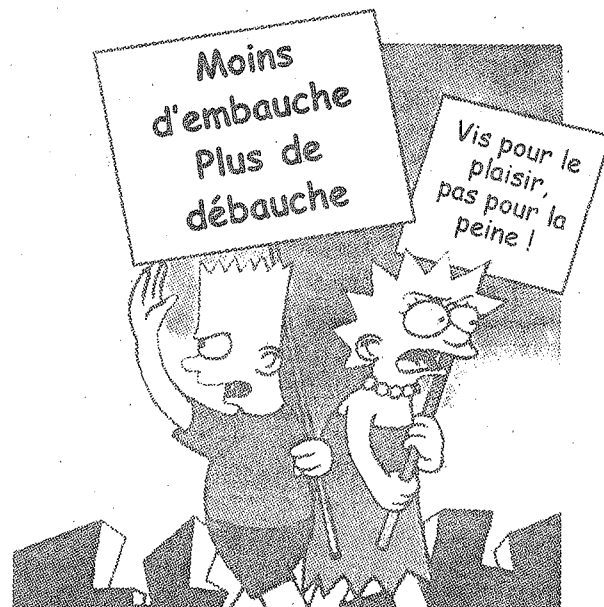
L'infokiosk féministe continue ses activités: ce mois nous nous rencontrerons à l'espace autogéré le 19/4 à 19h, au sein de l'Infokiosk général, et le 26/4 à 18h, pour une réunion non-mixte de gestion et d'organisation de l'espace féministe. Cet espace est ouvert aux propositions et aux activités

des femmes qui seraient intéressées.

Pour tout contact: [infokioskfemmes@gmx.net](mailto:infokioskfemmes@gmx.net)



## 7 mai : en guise d'avant-goût



### Bouge-toi le cul et abonne-toi au T'Okup!

Envoie-nous 10 Frs, 20 Frs en billet (ou plus en soutien) ou l'équivalent en timbres-poste de 70 cts, et n'oublie pas d'indiquer lisiblement ton adresse, ou alors passe directement à l'Infokiosk. (en principe, le T'Okup! sort une fois par mois)

T'Okup!, Infokiosk, César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

